

Capitalisme : d'autres systèmes sont possibles

La crise de 2008 a montré qui a les pouvoirs les plus puissants. Il suffit d'ouvrir les yeux. Du jour au lendemain, les Etats peuvent annoncer : « *je donne 50, 100, 700 milliards* ». Qu'ils aient ou pas cet argent, cela ne compte même pas.

Ces sommes astronomiques, c'est aux banquiers et aux capitalistes qu'elles sont offertes. Pas aux millions de personnes que la crise des « *subprime* », hypothèques sur les logements modestes, jette à la rue aux USA. Pas aux populations qui vont subir les effets de la crise, dans le monde entier. Et cela est vrai aussi bien des dictatures que des pays dits démocratiques.

Alors, il paraît bien maigre, notre droit de vote. L'on voit avec la crise que le pouvoir que nous avons renforcé au fil des votes se soucie un milliard de fois plus de la santé des capitalistes que des populations. Voilà pourquoi nous ne pensons pas que le capitalisme mérite d'être sauvé ; il coûte trop cher à l'humanité, et pas seulement quand il entre en crise.

Oui, la démocratie est une belle idée, mais elle est faussée par les règles du jeu de l'économie capitaliste. Au moment de voter, chaque voix est la même. Celle du travailleur de l'automobile ou de la femme de ménage compte autant que celle du gros actionnaire d'une banque ou d'une multinationale. Mais les pouvoirs de celui qui détient des milliards, qui a des liens avec d'autres comme lui, sont gigantesques à côté.

Alors, on nous dira : « *Vous n'avez pas le choix, on ne va quand même pas revenir au communisme, on a vu où ça mène.* » Eh bien, si ! On peut chercher à régler ce problème du pouvoir économique dictatorial de quelques-uns.

Puisque nous pensons que le système des élections, lui, est valable, on peut imaginer de calquer le pouvoir économique dessus. Sur une commune, on procède à des élections municipales, et l'on élit un maire. Et tout le monde pense que ce système est correct. Alors, pourquoi ne pas imaginer que l'on donne aux habitants un pouvoir sur l'économie de la commune : le droit, tous à égalité, comme pour le droit de vote, de

juger, décider, contrôler en matière économique sur les entreprises de la commune.

Ce pouvoir, bien entendu, serait à partager en le donnant aussi à ceux qui y travaillent, chacun une voix également. Et si une entreprise s'étend sur plusieurs communes, l'on peut très bien se coordonner, avec les moyens modernes, pour que tous ceux qui sont concernés la contrôlent, sur toute son étendue. Enfin, comme une entreprise doit également avoir un sens aux yeux de ceux à qui elle rend service, l'on peut prévoir que les usagers puissent exercer leur part, elle aussi égale, de pouvoir économique.

Finalement, chacun pourra avoir un pouvoir sur le fonctionnement de l'économie à trois titres différents : en tant qu'usager, en tant que membre de la commune, et en tant que travailleur participant aux efforts de la production.

Aujourd'hui, des droits de vote économique existent, mais l'immense majorité ne les voit jamais. Ces votes se jouent dans les conseils d'administration des grosses entreprises. Les droits de chacun y sont incroyablement inégaux : quelques dizaines de milliers d'ultra riches ont les droits de décision ; une masse de niveaux moyens ou modestes n'ont qu'un droit d'apporter du capital et de se taire ; et des millions de gens, démunis de capital, n'ont aucun pouvoir économique, ne savent même pas que cela existe.

Avec un pouvoir économique nouveau, des règles nouvelles pourront être utilisées. Si une entreprise doit fermer, l'on pourrait prendre pour principe de répartir les travailleurs entre les autres entreprises. Cela allègerait le travail pour tous, et l'on pourrait en finir avec le chômage. L'on pourrait aller vers la collaboration, plutôt que de mener la guerre économique actuelle.

Il serait temps de poser la question du pouvoir actuel des capitalistes.

2/11/2008

L'Ouvrier n° 198

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX